

FAIRE LA GUERRE !!!

1. Contre qui ?

L'Islam radical, le djihadisme.

L'Islam connaît depuis 30 ans un renouveau de ferveur religieuse dans tout le monde musulman, depuis l'Indonésie jusqu'aux côtes atlantiques du Maroc. Cette ferveur n'est pas critiquable en soi.

Tout l'Islam n'est pas violent, pas plus que la majorité des musulmans bien sûr. Et même si la réalité islamique est aussi complexe que diverse, la violence est présente dans le Coran de même que dans la vie de Mahomet. L'obligation du Jihad est une réalité pour un grand nombre de musulmans. Cette violence n'existe pas dans l'enseignement des autres grandes religions et notamment dans la religion chrétienne (l'ancien testament a été « pacifié » pas le nouveau¹).

1.1 La naissance du Salafisme²

Mais surtout l'Islam sunnite se déchire aujourd'hui entre deux conceptions historiques. Et contrairement à ce que nous aurions tendance à penser, ce n'est pas une lutte avec, d'un côté, les traditionalistes rétrogrades et, de l'autre, des modernisateurs éclairés que nous devrions aider. L'Islam sunnite traditionnel, l'Islam « impérial » s'est élaboré dans les empires arabes et ottoman en s'accoutumant en souplesse à des populations très diverses et avec une grande sagesse³. Cet Islam est culturel, pacifique et tolérant.

Mais au 19^{ème} siècle, les nations occidentales imposent leur supériorité technique, scientifique, militaire et conquièrent d'immenses territoires musulmans. C'est ainsi que naît le salafisme qui accuse l'Islam traditionnel de décadence, de sclérose et de trahison. Ces « salafs » (pieux anciens) se joignent aux wahhabites, mouvement théologique marginal qui promeut un islam bédouin simple et rigoriste. Le salafisme n'est pas un mouvement traditionnel ni conservateur. C'est un mouvement moderne, né en réaction à la modernité. Il n'a jamais été confronté à la réalité des responsabilités et ne s'embarrasse pas de culture. Il rêve de musulmans « purs » qui ne seraient que musulmans. Tous les salafistes ne sont pas des terroristes. Mais, incontestablement, cette « interprétation » crée les conditions de la violence.

¹ Les violences de l'Inquisition, des guerres de religion sont des excès humains que rien ne justifie dans l'enseignement du Christ ni celui de ses Apôtres. Ce n'est pas le cas ni de Mahomet ni du Coran.

² § rédigé grâce aux lumières du Père dominicain Adrien Candiard, islamologue résidant au Caire.

³ Pour éviter l'atroce lapidation de la femme adultère prescrite dans le Coran, la doctrine juridique imposait 4 témoins oculaires de la pénétration, exigence qui rendait impossible l'exécution de la sentence.

1.2 Son expansion

L'influence du salafisme s'étend à tout le monde musulman, avec des réponses simples et claires : non à la démocratie, non aux droits de l'Homme, non à l'égalité homme – femme.

Et, sans doute, ce radicalisme explique-t'il l'expansion continue et mondiale de la ferveur musulmane.

Il est inutile de demander à l'Islam de faire son aggiornamento : il l'a fait et c'est le salafisme.

Face à cet « embrasement », l'Islam traditionnel est muet, empêtré. Quelle efficacité aurait, de sa part, un discours de modération à des jeunes précisément attirés par la radicalité du discours salafiste ?

Il est par ailleurs tout à fait usuel qu'un tel renouveau de ferveur donne lieu à des excès, à un mouvement radical, certes minoritaire mais partout présent et hyper actif. Toutes les religions et même la plupart des grands courants politiques ont eu leurs extrémistes et leurs excès de violence. Est-il utile de rappeler que la démocratie, en France, est née, hélas, dans le sang ?

1.3 Les causes sociales ?

De « bons esprits » nous expliquent que ces terroristes sont surtout issus de nos prisons et des ghettos dans lesquels nous les avons parqués et méprisés et que l'Islam n'est en somme qu'un moyen pour eux de retrouver une dignité, une reconnaissance, un sens à leur vie. Mais que leur religion n'est pas la cause profonde de leur hyper violence.

Les raisons sociologique et anthropologique de ce terrorisme ne doivent pas être totalement écartées. Reconnaissons que nous avons attiré en France, pour bénéficier d'une main d'œuvre nombreuse et bon marché, des centaines de milliers d'émigrés majoritairement africains et musulmans. Souvent en provenance de nos anciennes colonies avec quelques mauvais souvenirs de la façon, vraie ou supposée, dont la France coloniale les a considérés. Nous les avons entassés dans les banlieues et fait travailler dans des emplois sous qualifiés dont les « Français de souche » ne voulaient pas.

Nous n'avons pas cherché à les intégrer à une société française en plein doute sur elle-même. Nous leur avons accordé l'égalité des droits dans un système social et scolaire peu performant mais très généreux, sans oser exiger l'égalité des devoirs ni leur épargner le racisme ordinaire. On n'intègre personne uniquement avec des droits et des libertés.

Ils se sont souvent « ghettoisés » pour vivre « entre soi », faisant nécessairement baisser le niveau des écoles où ils devenaient majoritaires. Le cercle vicieux chômage – criminalité n'a cessé d'accélérer et d'amplifier cet engrenage catastrophique.

Mais enfin tous les jeunes chômeurs « ghettoisés » et repris de justice ou « bien connus des services de police » ne deviennent pas terroristes ! Seuls quelques « jeunes Français

musulmans issus de l'immigration » le deviennent. Et les fous-furieux de Daech qui tuent et égorgent au Moyen Orient et en Afrique ne viennent pas de nos banlieues pour l'immense majorité d'entre eux. L'islamisme n'est pas une création de l'occident. « Le djihadisme est un projet de conquête [...] il faut en finir avec l'ethnocentrisme de la mauvaise conscience. Les islamistes ne sont pas des corollaires, ce sont des sujets historiques à part entière. Aujourd'hui l'Etat islamique a une adresse. Le califat n'est plus un rêve mais un lieu. On peut donc répondre par la guerre à la terreur qu'il répand. Daech constitue une menace pour le monde entier. »⁴

2. Où et comment ?

La guerre n'est pas un but en soi. Elle n'est qu'un moyen. Et donc, avant d'évoquer les moyens nécessaires, il convient de dégager, dans toute la mesure du possible, le but politique, « l'état final recherché » comme disent les militaires.

2.1. En France

2.1.1 Quelle France ?

Pour les uns, la notion même de France est archaïque voire dangereuse. Ils voient des régions françaises dans une grande Europe fédérale et pacifique.

Pour d'autres, il faut construire une France laïque et multiculturelle dans laquelle tous les communautarismes (ethnique, religieux, sexuel) permettront à chacun de trouver sa place.

De nombreux Français dont je suis, sincèrement patriotes, restent convaincus que l'individu ne peut se déployer harmonieusement en dehors de deux communautés : la famille et la Nation. Et je me sens profondément européen et français, viscéralement attaché à tous ce qui caractérise notre pays : sa langue, sa culture, son histoire, sa géographie, son caractère indiscipliné, son avenir ...

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Reconnaissons qu'entre ces trois « options » (et il y en a d'autres), l'écart est immense. Si nous ne retrouvons pas une unité de destin, nous ne gagnerons jamais ni contre le terrorisme islamiste ni contre la molle décadence.

Une raison d'espérer : en 1914, à la veille de la guerre, la France était profondément divisée. Elle a fait l'union sacrée.

En définitive la vraie question est de savoir si nous sommes suffisamment « tombés » pour « remonter », retrouver confiance en nous et... faire la guerre. Ou s'il faudra encore quelques centaines de morts ?

2.1.2 Contre les imams radicaux,

⁴ Alain Finkielkraut, Le Figaro du 21 novembre.

Jusqu'au 13 novembre le mot d'ordre était « pas d'amalgame » pour ne pas stigmatiser l'immense majorité des musulmans en France. Sans qu'eux même ne disent ni ne fassent véritablement grand-chose pour se distinguer des radicaux.

Le temps est venu de les inciter vigoureusement à assumer leur responsabilité⁵. Ils sont nombreux (plusieurs millions) et Français. Déplorant la place insuffisante faite à la Nation et à la religion, le philosophe Pierre Manent⁶ prône une meilleure reconnaissance des pratiques liées à l'Islam (alimentaire notamment) tout en demandant aux musulmans de passer un contrat social avec la Nation en rompant tout lien politique, économique, financier et culturels avec les pays islamiques.

On ne chassera pas les musulmans de France, pas plus qu'on ne les convertira (pas tous !). Ils doivent donc accepter nos institutions et nos règles de vie. La plupart le font et le proclament : l'imam de Bordeaux par exemple ; nos aumôniers musulmans militaires et bien d'autres. Pour tous ceux-là et donc pour l'Islam de France, il serait stigmatisant – et donc contre-productif - de leur demander de signer une charte écrite. En revanche, pour tous les imams qui prônent un islam radical, la fermeté doit être totale : fermeture de la mosquée, expulsion de l'imam s'il est étranger et « mise en sécurité » s'il est Français. Dans les cas ambigus (très nombreux), il faut exiger la signature d'un engagement solennel de respecter les lois françaises. En cas de refus ou d'inexécution, mêmes sanctions que pour les radicaux. En montrant un volontarisme et une inflexible détermination.

2.1.3 : Les mesures policières,

Celles qui ont été annoncées sont nombreuses et sans doute suffisantes. Il est seulement regrettable qu'elles aient été prises trop tard, qu'elles relèvent exclusivement de l'ordre des moyens et donc qu'elles constituent, au fond, la seule réponse gouvernementale face à une situation qui mériterait beaucoup, beaucoup plus : une vision politique, des principes philosophiques, juridiques et moraux, une stratégie.

Mais il n'est certainement pas opportun de modifier la constitution à chaud.

2.1.4 : l'armée sur le territoire national

A la suite du 11 janvier, il a été décidé de renforcer les effectifs de l'armée de terre (en réalité une moindre déflation) et de déployer jusqu'à 10 000 soldats sur le territoire national. C'est une mesure utile car elle rassure la population.

Mais personne ne peut sérieusement croire que ces gardes isolés peuvent agir efficacement. Et cette présence passive est démotivante pour les militaires concernés.

⁵ Le Maréchal Président Egyptien Al Sissi a donné l'exemple dans son adresse du 28 décembre 2014 au grand Cheikh de la mosquée Al Azhar, sommité religieuse de l'Islam : « Honorable Imam, vous êtes responsable devant Allah. Nous devons révolutionner notre religion, la Nation islamique entière est déchirée, détruite par l'extrémisme. Nous sommes ceux qui la menons à sa perte ». Sans réponse à ce jour. Mais un exemple à suivre.

⁶ In Situation de la France, Desclée de Brouwer, 2015.

Il serait bien préférable de faire circuler en permanence des patrouilles de six soldats avec deux véhicules (véhicules blindés légers), de façon aléatoire mais capable de se porter très rapidement sur un lieu d'attaque et d'intervenir alors avec force dans le cadre de la légitime défense. L'aspect rassurant serait décuplé de même que l'effet dissuasion du fait d'une réelle et rapide capacité d'action.

2.1.5 : un immense effort éducatif

C'est par l'éducation et l'instruction que nous parviendrons à sortir tous ces jeunes Français de la misère sociale.

Comment faire ? L'éducation nationale doit faire un virage à 180° : fin du « pédagogisme » et du « rousseauisme », retour au « par cœur », à la méthode syllabique, à une discipline formelle. Le maître est respecté et transmet un savoir. L'uniforme obligatoire symboliserait ce « retournement ». Sur le fond également, il faut tout reprendre : abandonner les « enseignements pluridisciplinaires » et redécouvrir les grands auteurs, l'histoire chronologique, les « humanités »⁷.

Il serait nécessaire de détecter le plus tôt possible les « décrocheurs » ; à la fin du CP ? Et créer en très grand nombre des classes de rattrapage animées par des retraités volontaires modestement rémunérés. En faisant appel à la solidarité nationale pour cette œuvre collective de sauvegarde, nul doute que les volontaires seront nombreux. Ils poursuivront si le système est bien organisé et performant.

2.1.6 : Reconstruire le service national

Le Président Chirac a fait une énorme erreur en supprimant purement et simplement le service militaire. Il fallait en conserver le principe et faire ce que les militaires proposaient c'est-à-dire une armée mixte (des unités composées de professionnels, d'autres d'appelés).

Certes les armées sont dans l'impossibilité matérielle d'accueillir et former dans ses rangs la totalité d'une classe d'âge : 800 000 jeunes Français chaque année pour 200 000 militaires dans les trois armées.

Le sujet est très complexe et exige un long travail de réflexion et de préparation. Je ne vais donc pas rentrer dans les détails et m'en tenir ici aux grands principes.

L'objectif principal de cette mesure de très grande portée symbolique et opérationnelle serait le renforcement de la cohésion sociale française en mettant en œuvre les principes suivants :

- Chaque jeune Français doit à la France, « sous les drapeaux », une période de sa vie (durée variable, minimum à définir) entre 18 et 25 ans,
- Cette période permettra la détection des lacunes physiques et intellectuelles ; une formation obligatoire sera dispensée en cas de graves déficiences,
- La mixité sociale sera systématiquement recherchée,

⁷ A lire absolument : Les déshérités ou l'urgence de transmettre, François-Xavier Bellamy, Plon, 2015

- Les jeunes Français les plus aptes se verront confier des tâches d'encadrement et de formation.

Le coût de cette énorme mesure sera évidemment très élevé. Il ne pourra être financé que sur la masse actuelle des dépenses sociale (env 650 Mds €). Mais sans aucun doute beaucoup plus efficace que, par exemple, les « emplois jeunes ».

Cette « refondation » nous permettra de créer une « garde nationale » dont nous avons besoin.

2.2 En Syrie et en Irak

2.2.1 Une politique arabe française,

Dans la grande tradition diplomatique française dans cette région, elle pourrait s'articuler autour des principes suivants :

- réaffirmer notre indépendance et notre souveraineté politique en mettant en œuvre une forte action diplomatique autonome,
- reprendre le dialogue avec tous les interlocuteurs y compris Assad,
- rétablir une relation de confiance avec l'Iran, relation bien affaiblie par notre position sur le nucléaire,
- sans privilégier le dialogue avec les Sunnites des monarchies arabes,
- sans laisser croire que la France soutient inconditionnellement Israël,
- contribuer au difficile rapprochement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran,
- obtenir de nos alliés, principalement les Etats-Unis, qu'ils se joignent à nous pour dénoncer le double jeu des monarchies arabes et de la Turquie et exercer les plus fortes pressions (économiques, financières, militaires, ...) pour obtenir une clarification. Avec maintenant la baisse du prix du pétrole et la prochaine autonomie énergétique américaine, les moyens d'agir ne manquent pas.

22.2 Réarmer la France

Notre pays n'a plus les moyens militaires de sa politique et de sa diplomatie.

Depuis 20 ans, les armées françaises sont continuellement affaiblies au plan des effectifs, des équipements et de l'entraînement. Je ne m'étends pas sur ce sujet mais vous renvoie à l'excellent livre de mon ami le Général Vincent Desportes qui décrit parfaitement ce redoutable processus⁸.

22.3 Dessiner en concertation un avenir politique syrien,

En s'appuyant sur les principes énoncés ci-dessus, il devrait être possible de construire collectivement un projet politique pour la Syrie d'après la guerre. A condition qu'il reste

⁸ La dernière bataille de France, Gallimard, 2015

effectivement dans la région des Syriens pour agir, voter et reconstruire leur pays. Je reviendrai sur ce point.

Mais j'insiste sur le fait que ce projet politique doit être élaboré avant toute action militaire d'envergure. Ne confondons pas, une fois de plus, les fins (politiques) et les moyens (militaires).

2.2.4 Détruire militairement l'Etat islamique

S'il ne s'agit pas de l'objectif ultime (obligatoirement politique), la destruction de l'Etat islamique est une étape indispensable. Daech est le cœur et le poumon du djihadisme. Au contraire d'Al-Qaïda, Il est ancré sur un territoire. Il irrigue tout le monde musulman de ses délires, de son fanatisme et de ses moyens et techniques militaires. Il doit être détruit.

a) Par les frappes aériennes ?

Depuis septembre 2014, nous participons aux côtés des Américains aux bombardements aériens sans que l'on sache trop pourquoi. Les Américains l'ont décidé parce que l'Etat islamique avait remporté de spectaculaires victoires sur le fleuve Tigre mais surtout du fait de l'assassinat du journaliste James Foley.

Pour les Américains, l'objectif consiste à montrer qu'ils agissent, sans prendre de risques et sans avoir besoin d'un vote du Congrès. L'effet sur le terrain est très faible, peut-être de gagner un peu de temps en espérant un changement favorable du contexte local.

Comme souvent notre stratégie s'est résumée à l'affirmation que « nous ne pouvons pas ne pas en être ».

Nos 12 avions, maintenant renforcés par les appareils du groupe aéronaval, réalisent en moyenne moins d'une frappe par jour (6% des bombardements) pour un effet de destruction minime. Au mieux cet engagement marque notre « solidarité » avec la coalition.

Au pire cette action nous vaut, en tant que 2^{ème} contributeur (très loin derrière les US et donc sans beaucoup d'influence), la haine et la vengeance des djihadistes d'autant qu'inévitablement les bombardements aériens provoquent de nombreux morts civils sans que les victimes sachent si ce sont des bombes françaises ou américaines.

Ceci étant dit nous sommes maintenant obligés de poursuivre et même d'intensifier notre action sauf à laisser croire que nous cédon à la peur. Mais l'arme aérienne, employée seule, n'a jamais permis de gagner une guerre (sauf au Japon en 1945 avec l'arme nucléaire). C'est d'autant plus vrai dans les guerres révolutionnaires dans lesquelles l'adversaire se mêle en permanence à la population.

b) Par une offensive terrestre

Elle sera indispensable mais les conditions ne sont pas encore réunies.

L'action doit être d'abord politique et diplomatique. La France doit jouer un rôle majeur (je crains que L. Fabius ne soit pas l'homme de la situation ; allons chercher Hubert Védrine comme missi dominici de cette mission).

Quand un projet politique sera défini, il sera possible de constituer une force militaire terrestre bien équipée et commandée (50 000 h ?) rassemblant des unités russes certainement et régionales : syriennes (il serait souhaitable de constituer, d'armer et d'entraîner des unités composées de Syriens (en plus de 'armée régulière d'Assad) avant qu'ils ne quittent tous la région pour l'Europe !), sunnites ? et iraniennes ?

La France devra-t-elle y participer ? Notre état-major y est très hostile du fait de l'épuisement de nos moyens humains et matériels. Je pense qu'il serait incohérent de vouloir agir politiquement sans assumer nos responsabilités militaires. Mais le commandement militaire français devra préalablement obtenir du pouvoir politique le très gros effort financier indispensable.

Et l'Europe ?

Elle est affligeante, incapable.

Politiquement divisée, militairement et stratégiquement inexistante, aveugle sur la violence du monde, l'Europe se ridiculise en s'accrochant au mythe effondré de Schengen.

Plus grave, elle pâtit gravement de l'énorme bévue d'Angela Merkel ouvrant tout grand les vannes de l'immigration et de l'infiltration djihadiste. « Une erreur colossale, une confusion entre politique et sentimentalisme qui enfonce les derniers clous dans le cercueil d'un rêve européen sacrifié sur l'autel de ses inconséquences⁹. »

Nous ne pouvons pas, dans notre situation de dégradation sociale et nationale, accueillir un grand nombre de migrants surtout d'origine musulmane. « Plus il y a d'immigrés venus du monde arabo-musulman, plus la communauté nationale se fragmente et plus se développe la propagande radicale. »¹⁰

C'est d'autant plus délicat et important que nous devons respecter absolument notre engagement constitutionnel né de notre tradition chrétienne sur le droit d'asile. Pour préserver cette exigence juridique et morale, il convient agir très rapidement et de toutes nos forces policières, diplomatiques et financières pour démanteler les filières illégales de passeurs.

Je ne me réjouis pas de cette déliquescence européenne car nous avons absolument besoin d'une Europe forte et cohérente. Mais cette Europe indispensable ne pourra se faire que dans le respect des Nations et de leur peuple.

⁹ Caroline Galactéros in Le Point.fr. Je vous conseille de lire ses remarquables chroniques.

¹⁰ Alain Finkielkraut, ibidem.

CONCLUSION

Nous sommes effectivement en guerre contre l'islamisme radical.

Une guerre très difficile car elle s'étend sur plusieurs fronts : en France même, au Proche-Orient et en Afrique ; et c'est une guerre de civilisation. Chez nous, et tout autour de nous.

La première des conditions à remplir pour la gagner, et évidemment la plus difficile, c'est la cohésion nationale et les forces morales qui seules donnent la détermination indispensable. Sommes-nous prêts à nous redresser moralement et physiquement ?

Le choc du 13 novembre sera-t'il suffisant après les désolants échecs post Mohamed Merah et 11 janvier ? Faudra-t'il d'autres centaines d'assassinés ?

Si cette première condition est remplie, la France pourra exercer à nouveau son rôle civilisateur et entraîner autour d'elle une Europe alanguie et une Amérique indécise. Pour vaincre avec eux la Barbarie.

Sinon...

Jérôme Millet, Général de corps d'armée (2s)

24 novembre 2015

VIVE LA FRANCE